

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS 30.770/4

DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES 30.770/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Télécommunications, le 10 octobre 2000, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 22 juin 1998 relatif aux conditions d'établissement et de l'exploitation de réseaux publics de télécommunications", a donné le 22 novembre 2000 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 10 oktober 2000 door de Minister van Telecommunicatie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 betreffende de voorwaarden inzake aanleg en exploitatie van openbare telecommunicatienetwerken", heeft op 22 november 2000 het volgende advies gegeven :

OBSERVATION PREALABLE

Dans la lettre de demande d'avis, la section de législation est interrogée en substance sur le point de savoir si les dispositions qui, dans l'arrêté royal du 20 avril 1999 fixant les délais et principes généraux applicables aux négociations commerciales menées en vue de conclure des accords d'interconnexion et les modalités de publication de l'offre d'interconnexion de référence, et fixant les conditions à régler dans la convention d'interconnexion, règlent certains aspects de la procédure devant la Chambre pour l'interconnexion, les lignes louées, l'accès spécial et l'utilisation partagée (ci-après dénommée "la Chambre"), doivent être considérées comme implicitement abrogées par l'arrêté royal du 4 octobre 1999 organisant la procédure devant la Chambre pour l'interconnexion, les lignes louées, l'accès spécial et les utilisations partagées, ainsi que le fonctionnement de celle-ci (1).

A la différence de la section d'administration du Conseil d'Etat (2), la section de législation n'est compétente pour donner des avis que sur des projets de textes légaux ou réglementaires et non sur des questions relatives à des textes en vigueur.

Elle ne peut donc répondre à la question posée.

(1) Cette question a été posée par l'inspecteur des finances. Or tant le Ministre du Budget que le Conseil des ministres ont donné leur accord sous la condition qu'il soit tenu compte des observations de l'inspecteur des finances.

(2) Voir l'article 9 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat.

OBSERVATIONS GENERALES

1. Ainsi qu'en fait état le Rapport au Roi, un règlement du Parlement européen et du Conseil qui a un objet semblable à celui du présent projet, à savoir l'accès dégroupé à la boucle locale des réseaux téléphoniques publics fixes, est en cours d'adoption.

Des informations fournies par le fonctionnaire délégué, il ressort qu'une version amendée de ce projet de règlement vient d'être adoptée en première lecture par le Parlement européen. Ces amendements ont fait, avant leur adoption, l'objet de contacts informels avec la Commission et le Conseil, de telle sorte qu'il est plus que probable que cette version sera définitivement adoptée lors d'une prochaine réunion du Conseil.

Si, dans l'absolu, il eût été préférable d'attendre l'adoption définitive du règlement européen avant de soumettre le présent projet à la section de législation, il convient, compte tenu des délais très rapprochés dans lesquels les opérateurs devront satisfaire aux obligations imposées par le règlement, de ne pas retarder l'examen du présent projet.

Le projet de règlement tend en effet à imposer aux opérateurs considérés comme puissants sur le marché des réseaux téléphoniques publics fixes l'obligation de publier avant le 31 décembre 2000 et de tenir à jour une offre de référence concernant l'accès dégroupé à leur boucle locale et aux ressources connexes. Les mêmes opérateurs seraient, si le projet est adopté, tenus, à compter du

.../...

31 décembre 2000, d'accéder à toute demande raisonnable des opérateurs habilités à fournir des services de télécommunications et visant à obtenir un accès dégroupé à la boucle locale et aux ressources connexes, à des conditions transparentes, équitables et non discriminatoires.

Contrairement aux directives qui nécessitent une transposition en droit interne, les règlements sont directement applicables dans tout Etat membre (1). Cette applicabilité directe des règlements a pour conséquence que toute reproduction de leurs dispositions en droit interne est inutile. Cette reproduction est également nuisible car elle tend à créer une équivoque en ce qui concerne tant la nature juridique des dispositions applicables que la date de leur entrée en vigueur (2).

Il s'ensuit que, devant l'imminence de l'adoption du règlement européen, il convient d'omettre du présent projet toutes les dispositions qui ne constituent que la reproduction des dispositions du projet de règlement ou qui ont le même objet. Les obligations imposées aux opérateurs en matière d'accès dégroupé à la boucle locale résulteront en effet directement du règlement européen.

(1) Article 249, alinéa 2, du Traité CE.

(2) Avis de l'avocat général précédant l'arrêt Variola de la Cour de Justice des Communautés européennes du 10 octobre 1973, Rec. C.J.C.E., 1973, p. 997.

2. Le fait qu'une matière fasse l'objet d'un règlement européen n'exclut toutefois pas toute norme de droit interne en la matière.

Il se peut en effet qu'un règlement CE requière un complément national, notamment lorsque, en vue de la mise en oeuvre de ce règlement, l'Etat membre doit fixer des règles administratives propres à en assurer le respect ainsi que des sanctions en cas d'infraction.

En vertu de l'article 10 du Traité CE, les Etats membres sont en effet tenus de prendre les mesures propres à assurer l'application efficace du droit communautaire (1).

En l'espèce, le projet de règlement implique que les Etats membres prévoient les sanctions applicables en cas de non-respect par les opérateurs de leurs obligations en matière d'accès dégroupé de la boucle locale.

A cet égard, une possibilité consiste effectivement à faire figurer, parmi les conditions d'octroi de l'autorisation d'exploiter un réseau téléphonique public fixe, le respect des obligations résultant du projet de règlement précité. De cette manière, les sanctions prévues en cas de non-respect de l'arrêté royal du 22 juin 1998 relatif aux conditions d'établissement et d'exploitation de réseaux publics de télécommunications seront applicables.

(1) Voir en ce sens le considérant (13) du projet de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au dégroupage de l'accès à la boucle locale.

Point n'est besoin pour autant de reproduire les dispositions du règlement. Il convient, en raison de ce qui a été dit plus haut sur l'applicabilité directe des règlements, de se limiter à prévoir que les opérateurs concernés sont tenus, comme condition de leur autorisation, de respecter le règlement et de renvoyer à celui-ci.

3. Par ailleurs, l'article 1er, paragraphe 4, du projet de règlement prévoit :

"Le présent règlement s'applique sans préjudice des droits permettant aux Etats membres de maintenir ou d'introduire, dans le respect du droit communautaire, des mesures qui contiennent des dispositions plus précises que celles qui figurent dans le présent règlement et/ou qui ne relèvent pas du champ d'application du présent règlement, notamment en ce qui concerne d'autres types d'accès aux infrastructures locales."

Plusieurs dispositions du projet relatives aux obligations des opérateurs concernés s'écartent sensiblement de ce que prévoit le règlement. Il convient d'examiner si ces dispositions tendent à préciser les mesures du règlement, si elles sortent de son champ d'application, ou si, au contraire, elles tendent à imposer aux opérateurs des obligations incompatibles avec celles prévues par le règlement.

Ainsi, alors que l'article 2, d), du règlement européen en projet définit l'"accès dégroupé à la boucle locale" comme :

.../...

"le fait de fournir soit un accès totalement dégroupé soit un accès partagé à la boucle locale;",

l'article 1er, 12°, en projet de l'arrêté royal du 22 juin 1998 définit cette même notion comme :

"un accès spécial qui peut prendre la forme d'un accès totalement dégroupé à la boucle locale, d'un accès partagé à la boucle locale ou d'un accès à un débit binaire;".

Cette dernière définition comporte donc deux différences : d'une part, elle considère l'accès dégroupé à la boucle locale comme une forme d'accès spécial, et d'autre part, elle ajoute comme forme possible d'accès dégroupé, l'"accès à un débit binaire".

En ce qui concerne l'"accès spécial", on trouve dans l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications sur le présent projet, qui a été joint à la demande d'avis, la justification suivante :

"Comme l'a proposé l'IBPT, il est à présent prévu que le dégroupage de la boucle locale constitue une forme d'accès spécial. Cette mention est nécessaire à la lumière de la compétence de la Chambre.".

Or, selon la Commission européenne, l'accès dégroupé à la boucle locale, lorsqu'il prend la forme d'un accès totalement dégroupé à la boucle locale, ne constitue pas un "accès spécial" au sens de la directive 98/10/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 1998 concernant l'application de la fourniture d'un réseau ouvert (ONP) à la téléphonie vocale et l'établissement d'un service

.../...

universel des télécommunications dans un environnement concurrentiel (1).

En ce qui concerne l'accès à un débit binaire, la question qui se pose est de savoir si, au sens du règlement, ce type d'accès doit être considéré comme une forme d'"accès totalement dégroupé à la boucle locale", comme une forme d'"accès partagé à la boucle locale" ou comme une forme d'accès à la boucle locale non visée par le règlement.

A cet égard, les textes émanant des institutions européennes sont peu clairs.

En effet, le projet de règlement, tant dans son préambule que dans son dispositif, ne fait pas mention de l'"accès à un débit binaire" comme forme d'accès à la boucle locale.

Par contre, la communication 2000/C272/10 de la Commission distingue trois "moyens d'accès à la boucle locale", à savoir le "dégroupage total de la boucle locale", l'"utilisation partagée de la paire de cuivre", et la "fourniture de services d'accès à haut débit" (2).

(1) Communication (2000/C 272/10) de la Commission - Dégroupage de l'accès à la boucle locale : permettre la fourniture concurrentielle d'une gamme complète de services de communications électroniques, notamment les services multimédias à large bande et l'Internet à haut débit, J.O. du 23 septembre 2000, p. C 272/60.

(2) Selon le fonctionnaire délégué, l'"accès à haut débit" et l'"accès à un débit binaire" viseraient le même type d'accès.

A propos de ce dernier moyen d'accès, la communication précitée précise :

"Ce type d'accès n'implique pas réellement de dégroupage de l'accès à la paire de cuivre de la boucle locale [mais il permet seulement l'utilisation des plus hautes fréquences de la boucle locale, comme dans le cas de l'(utilisation partagée de la paire de cuivre)]".

Toutefois, dans l'annexe I intitulée "Analyse technique concernant l'accès à la boucle locale" de la même communication, sous le titre "1. Modalités de l'accès dégroupé à la boucle locale", sont visés le "Dégroupage total de l'accès à la boucle locale" (1.1.), le "Partage de l'accès à la boucle locale" (1.2.) et la "Fourniture de services d'accès à haut débit" (1.3.).

Au sujet de cette dernière modalité, l'annexe en question précise :

"Cette solution n'implique pas d'ouvrir effectivement l'accès à la paire de cuivre de la boucle locale à des tiers ...

... un service de ce type permet à l'opérateur historique de garder la maîtrise du rythme de déploiement des services d'accès à haut débit et des zones géographiques dans lesquelles ces services sont mis en place. Il se peut que les priorités de l'opérateur historique ne correspondent pas à celles des nouveaux arrivants. La vocation de ces services est donc de compléter les autres formes d'accès dégroupé décrites ci-dessus, et non de les remplacer."

Cette dernière considération incite à penser que les services d'accès à haut débit ne relèvent pas du champ

.../...

d'application du règlement européen en projet, mais qu'ils constituent bien un "autre type d'accès aux infrastructures locales", à l'égard duquel les Etats membres sont autorisés à prévoir des mesures qui contiennent des dispositions plus précises, conformément à l'article premier, paragraphe 4 du même projet de règlement.

Reste la question de savoir si l'accès à un débit binaire constitue un "accès spécial" au sens de l'article 16 de la directive 98/10/CE précitée.

Selon la communication précitée de la Commission,

"Les services d'accès à haut débit sont couverts par l'article 16 de la directive sur la téléphonie vocale ..." (1).

Selon le paragraphe 4 de cet article 16,

"les autorités réglementaires nationales peuvent intervenir de leur propre initiative, à tout moment lorsque cette intervention se justifie pour garantir la concurrence réelle et/ou l'interopérabilité des services ...".

En droit interne, l'accès spécial fait l'objet de l'article 109ter, § 3, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, en

(1) Voir également l'article 1er, paragraphe 3, de la Recommandation 2000/417/CE de la Commission du 25 mai 2000 relative au dégroupage de l'accès à la boucle locale : permettre la fourniture concurrentielle d'une gamme complète de services et communications électroniques, tels que les services multimédias à large bande et l'Internet à haut débit.

vertu duquel l'organisme puissant sur le marché des réseaux téléphoniques publics fixes est tenu de répondre de manière non discriminatoire à toute demande raisonnable de "connexion notamment l'accès à des points autres que les points de raccordement offerts à la majorité des utilisateurs finals". D'autre part, l'article 106, § 1er, alinéa 1er, 4°, de la même loi prévoit que les organismes puissants sont tenus de respecter le principe de l'orientation sur les coûts en ce qui concerne l'accès spécial. Enfin, l'article 92bis, § 1er, alinéa 2, n), habilite le Roi à fixer, parmi les conditions d'autorisation d'exploitation de réseaux publics de télécommunication "les conditions visant à prévenir un comportement anti-concurrentiel, et notamment les mesures permettant d'assurer que les tarifs sont non discriminatoires et n'entraînent pas de distorsion de la concurrence".

Il résulte des considérations qui précèdent que le Roi est habilité à prévoir, conformément à l'article 16, paragraphe 4, de la directive 98/10/CE précitée, à l'article 1er, paragraphe 4, du règlement en projet et à l'article 92bis de la loi du 21 mars 1991, des obligations particulières pour les organismes puissants sur le marché des réseaux téléphoniques publics fixes, en matière d'"accès à un débit binaire".

Toutefois, l'accès à un débit binaire ne pouvant être considéré comme "un accès dégroupé à la boucle locale" au sens du règlement en projet, il convient de prévoir ces obligations de manière distincte.

.../...

En conclusion, il faut éviter toute confusion entre les normes européennes directement applicables, et celles qui sont prises par les Etats membres pour assurer la transposition de directives, qui, par définition, ne sont pas directement applicables.

4. Mis à part l'accès à un débit binaire, les définitions que l'article 1er du projet tend à insérer à l'article 1er de l'arrêté royal du 22 juin 1998 reproduisent ou paraphrasent les définitions du projet de règlement. Elles seront donc omises.

Il en va de même des articles 6bis (1) et 6ter en projet. Ces dispositions seront remplacées d'une part par une disposition prévoyant que le respect des obligations figurant dans le règlement européen constitue une condition de l'autorisation pour l'opérateur considéré comme puissant sur le marché des réseaux téléphoniques publics fixes, et, d'autre part, par une disposition prévoyant que le même opérateur est tenu, dans l'offre de référence qu'il publie conformément au règlement européen, de faire également une offre pour l'"accès à un débit binaire" et d'accéder à toute

(1) En ce qui concerne le paragraphe 2 de cet article 6bis, relatif aux conditions de l'offre de référence, quelques différences mineures apparaissent avec l'annexe du projet de règlement fixant "la liste minimale des éléments qui doivent figurer dans l'offre de référence pour l'accès dégroupé à la boucle locale publiée par les opérateurs notifiés". Selon le fonctionnaire délégué, il s'agit de précisions qui rentrent dans les mesures que les Etats membres sont autorisés à prendre en vertu de l'article 1er, paragraphe 4, du projet de règlement. On n'aperçoit toutefois guère en quoi les différences de textes constituent véritablement des précisions.

demande raisonnable des autres opérateurs visant à obtenir un "accès à un débit binaire".

En ce qui concerne l'article 6quater, la première phrase est superflue, puisque l'obligation de publier les prix figure déjà dans le contenu de l'offre de référence et que l'établissement des prix en fonction des coûts résulte, en ce qui concerne l'"accès à un débit binaire", de l'article 106, § 1er, alinéa 1er, 4°, précité de la loi du 21 mars 1991. La deuxième phrase doit également être omise pour les raisons qui seront exposées ci-dessous. Seule pourrait subsister la dernière phrase, qui constitue effectivement une mesure plus précise que le règlement européen en projet, sans être incompatible avec celui-ci.

5. L'article 4 du règlement européen en projet prévoit la "surveillance par l'autorité réglementaire nationale" du respect par les opérateurs de leurs obligations.

L'autorité réglementaire nationale est ainsi habilitée :

- à imposer des modifications à l'offre de référence de l'opérateur (article 4, 2, a), du règlement en projet);
- à demander à celui-ci de lui fournir des informations pertinentes pour la mise en oeuvre du règlement (article 4, 2, b), du règlement en projet);

.../...

- à intervenir, lorsque cela se justifie, de sa propre initiative pour assurer la non-discrimination, une concurrence équitable ainsi que l'efficacité économique et des avantages maximaux pour les utilisateurs (article 4, 3, du règlement en projet);
- à lever l'obligation d'établir les prix de l'accès dégroupé à la boucle locale et aux ressources connexes en fonction des coûts (article 4, 4, du règlement en projet).

Le règlement en projet ne précise pas ce qu'il y a lieu d'entendre par "autorité réglementaire nationale".

C'est donc à chaque Etat membre qu'il reviendra de décider quelle autorité sera habilitée à prendre les mesures prévues par le règlement.

En ce qui concerne les modifications à apporter à l'offre de référence, les articles 6quaterdecies et suivants en projet confient cette mission à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (1).

Pour des raisons semblables à celles invoquées dans l'avis 30.700/4 à l'égard de l'article 5 du projet d'arrêté royal fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisations pour les systèmes de télécommunications mobiles de la troisième génération, ni l'article 92bis de la loi du 21 mars 1991, ni aucune autre

(1) Voir également l'observation particulière à propos de l'article 6duodecies en projet.

disposition de cette loi ne constitue un fondement légal suffisant pour confier à l'Institut d'autres missions que celles qui lui sont dévolues par la loi.

Il en va de même de l'intervention d'initiative "pour assurer une non-discrimination, une concurrence équitable ainsi que l'efficacité économique et des avantages maximaux pour les utilisateurs" (article 4, 3, du règlement en projet). Il appartiendra au législateur de déterminer quelle est l'autorité compétente pour "intervenir" et de préciser les modalités de cette "intervention".

En ce qui concerne la demande d'informations pertinentes aux opérateurs pour la mise en oeuvre de l'article 4, 2, b), du règlement européen en projet, cette mission revient à l'Institut en vertu des articles 75, § 3, et 79bis, § 1er, de la loi du 21 mars 1991.

Enfin, concernant la mesure consistant à lever l'obligation d'établir l'orientation des prix sur les coûts, l'article 6quater en projet de l'arrêté royal du 22 juin 1998 prévoit que l'Institut peut lever cette obligation si le marché de l'accès local est suffisamment concurrentiel.

A cet égard, il y a lieu d'observer qu'en ce qui concerne l'accès partagé à la boucle locale et l'accès à un débit binaire, qui sont des formes d'accès spécial, l'obligation pour les organismes considérés comme puissants de respecter le principe de l'orientation sur les coûts est prévue par l'article 106, § 1er, alinéa 1er, 4°, de la loi. Le Roi ne peut donc prévoir la levée de cette obligation.

.../...

En outre, l'obligation de l'orientation sur les coûts étant une obligation réglementaire, le pouvoir de lever cette obligation ne pourrait être conféré à un organisme d'intérêt public.

6. Parce que l'accès totalement dégroupé à la boucle locale ne constitue pas un "accès spécial" et en vue de permettre l'application dans l'ordre juridique interne du règlement européen en projet, l'article 4, § 4, de celui-ci prévoyant :

"Les litiges entre opérateurs relatifs à des questions relevant du présent règlement font l'objet des procédures nationales de règlement des litiges établies conformément à la directive 97/33/CE et sont traitées avec célérité, équité et transparence.",

le législateur devra adapter, en droit interne, les compétences actuelles de la Chambre pour l'interconnexion, les lignes louées, l'accès spécial et les utilisations partagées ainsi que le fonctionnement de celle-ci.

7. Les articles 6quinquies § 3, 6octies à 6terdecies en projet s'inspirent dans une large mesure des règles prévues par l'arrêté royal du 20 avril 1999 fixant les délais et principes généraux applicables aux négociations commerciales menées en vue de conclure des accords d'interconnexion et les modalités de publication de l'offre d'interconnexion de référence, et fixant les conditions à régler dans la convention d'interconnexion.

.../...

Le projet reste toutefois en défaut d'assurer la cohérence entre ces règles particulières et celles qui sont prévues par l'arrêté royal du 4 octobre 1999 organisant la procédure devant la Chambre pour l'interconnexion, les lignes louées, l'accès spécial et les utilisations partagées, ainsi que le fonctionnement de celle-ci (1).

Pour assurer une parfaite concordance entre les règles générales de procédure, applicables à toute procédure devant la Chambre, et celles particulières à certains litiges, mieux vaudrait faire figurer toutes les dispositions relatives à la procédure dans un seul et même arrêté.

A tout le moins, il convient de préciser dans quelle mesure les règles particulières entendent déroger aux règles générales. Les dispositions particulières prévues par le présent projet ne règlent en effet pas tous les aspects de la procédure. Elles ne règlent ainsi pas l'examen de la recevabilité de la demande, le délai dans lequel la Chambre doit rendre sa décision, l'audition de témoins ou la désignation d'experts, ni la question des frais de procédure.

Si certes l'on pourrait considérer que tout ce qui n'est pas réglé par le présent projet l'est par l'arrêté royal du 20 avril 1999 précité, force est de constater que certaines règles qui figurent dans l'arrêté royal du 4 octobre 1999 précité sont manifestement inadaptées aux

(1) Une observation similaire avait d'ailleurs été faite à l'égard de l'arrêté royal du 20 avril 1999 alors en projet (Avis L. 28.069/4, observation préalable n° 2, M.B., 21 juillet 1999, p. 27698).

litiges faisant l'objet du présent projet. Tel est le cas, par exemple, du délai de six mois prévu par l'article 5 de l'arrêté royal du 4 octobre 1999, qui est manifestement inadapté à une demande tendant à obtenir une prorogation du délai de négociation d'un accord.

Le projet sera fondamentalement revu pour tenir compte de ces observations générales.

*

* *

Compte tenu des observations générales qui précèdent, la section de législation s'est limitée à l'unique observation particulière ci-après.

Article 6duodecies, en projet

Cet article mentionne l'intervention tantôt de la Chambre tantôt de l'Institut. L'hypothèse visée étant celle dans laquelle les parties ne parviennent pas à un accord, il semble que seule la Chambre devrait être visée. C'est en effet celle-ci qui, sur la base de l'offre d'accès formulée par la partie à qui la demande initiale a été adressée, pourra intervenir pour parvenir à un accord entre les parties.

La disposition en projet devrait être clarifiée en conséquence afin d'éviter toute confusion quant aux rôles respectifs de la Chambre et de l'Institut.

VOORAFGAANDE OPMERKING

In de adviesaanvraag wordt aan de afdeling wetgeving in hoofdzaak gevraagd of ervan uitgegaan moet worden dat de bepalingen waarbij in het koninklijk besluit van 20 april 1999 tot vaststelling van de termijnen en de algemene principes van toepassing op de commerciële onderhandelingen die worden gevoerd om interconnectieovereenkomsten te sluiten en tot vaststelling van de nadere regels voor publicatie van het referentie-interconnectieaanbod en tot vaststelling van de voorwaarden die geregeld moeten worden in de interconnectieovereenkomst bepaalde aspecten van de procedure vóór de Kamer voor interconnectie, huurlijnen, bijzondere toegang en gedeeld gebruik (hierna te noemen "de Kamer") worden geregeld, impliciet zijn opgeheven bij het koninklijk besluit van 4 oktober 1999 houdende de werking van en de procedure voor de Kamer voor Interconnectie, huurlijnen, bijzondere toegang en gedeeld gebruik (1).

In tegenstelling tot de afdeling administratie van de Raad van State (2) is de afdeling wetgeving alleen bevoegd om adviezen te geven over ontwerpen van wetten of verordeningen. Ze is niet bevoegd om adviezen te geven over aangelegenheden die te maken hebben met geldende wetgeving.

Ze kan de gestelde vraag dan ook niet beantwoorden.

-
- (1) Deze vraag is gesteld door de inspecteur van financiën. Zowel de Minister van Begroting als de Ministerraad hebben evenwel hun fiat gegeven, op voorwaarde dat rekening wordt gehouden met de opmerkingen van de inspecteur van financiën.
- (2) Zie artikel 9 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

.../...

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Zoals in het Verslag aan de Koning wordt vermeld, is een verordening van het Europees Parlement en de Raad in de maak dat een soortgelijk onderwerp heeft als dat van het onderhavige ontwerp, namelijk de ontbundelde toegang tot het aansluitnet van vaste openbare telefoonnetten.

Uit de uitleg van de gemachtigde ambtenaar blijkt dat het Europees Parlement zojuist een geamendeerde versie van deze ontwerpverordening in eerste lezing heeft aangenomen. Voordat deze amendementen zijn aangenomen, is daarover informeel contact gelegd met de Commissie en de Raad, zodat het heel waarschijnlijk is dat deze versie op een volgende vergadering van de Raad definitief zal worden aangenomen.

Hoewel het in theorie beter was geweest te wachten tot de Europese verordening definitief was goedgekeurd alvorens de afdeling wetgeving om advies over het onderhavige ontwerp te verzoeken, is het evenwel ook zo dat het onderhavige ontwerp het best zo snel mogelijk wordt onderzocht, gelet op de zeer korte termijn waarbinnen de exploitanten moeten voldoen aan de verplichtingen die bij de verordening worden opgelegd.

De ontwerpverordening heeft immers tot doel de exploitanten die worden beschouwd als beschikkende over een aanmerkelijke marktmacht op de markt van vaste openbare telefoonnetten te verplichten om vóór 31 december 2000 een referentieaanbod voor de ontbundelde toegang tot hun aansluitnet en bijbehorende faciliteiten bekend te maken en bij te houden. Als het ontwerp aangenomen wordt, zijn dezelfde exploitanten verplicht om vanaf 31 december 2000,

.../...

onder transparante, billijke en niet-discriminerende voorwaarden, alle redelijke verzoeken in te willigen van exploitanten die gemachtigd zijn om telecommunicatiediensten aan te bieden en die om ontbundelde toegang tot het aansluitnet en bijbehorende faciliteiten vragen.

Richtlijnen moeten in het interne recht worden omgezet. Verordeningen daarentegen zijn rechtstreeks toepasselijk in alle lidstaten (1). Bijgevolg is het overnemen van bepalingen van verordeningen in het interne recht overbodig. Het kan ook aanleiding geven tot problemen, aangezien het verwarring doet ontstaan over de juridische aard en de datum van inwerkingtreding van de geldende bepalingen (2).

Aangezien de goedkeuring van de Europese verordening niet lang meer zal uitblijven, moeten uit het onderhavige ontwerp dus alle bepalingen worden weggelaten die louter een weergave van de bepalingen van de ontwerpverordening zijn of dezelfde strekking hebben. De verplichtingen inzake ontbundelde toegang tot het aansluitnet die aan de exploitanten worden opgelegd, zullen immers rechtstreeks voortvloeien uit de Europese verordening.

2. Het is echter niet omdat een materie bij een Europese verordening wordt geregeld dat geen enkele interne rechtsregel over die materie meer kan worden uitgevaardigd.

(1) Artikel 249, lid 2, van het EG-Verdrag.

(2) Advies van de advocaat-generaal dat voorafgaat aan het arrest Variola d.d. 10 oktober 1973 van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen, Jurisprudentie, 1973, blz. 997.

Het is immers mogelijk dat een EG-verordening moet worden aangevuld met nationale regelgeving, inzonderheid wanneer de lidstaat, met het oog op de uitvoering van die verordening, bestuursregels moet uitvaardigen om de naleving van die verordening te waarborgen, alsook om straffen te stellen op eventuele overtredingen ervan.

Krachtens artikel 10 van het EG-Verdrag zijn de lidstaten immers verplicht om passende maatregelen te nemen om de doeltreffende toepassing van het gemeenschapsrecht te verzekeren (1).

In casu houdt de ontwerpverordening in dat de lidstaten bepalen welke straffen worden opgelegd als exploitanten hun verplichtingen inzake ontbundelde toegang tot het aansluitnet niet nakomen.

Een mogelijkheid daarbij is dat het naleven van de verplichtingen die in de genoemde ontwerpverordening worden opgelegd, één van de voorwaarden wordt om toestemming te kunnen krijgen om een vast openbaar telefoonnetwerk te exploiteren. Op die manier worden de straffen toepasselijk die gelden in geval van niet-naleving van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 betreffende de voorwaarden inzake aanleg en exploitatie van openbare telecommunicatienetwerken.

Desondanks is het niet nodig de bepalingen van de verordening over te nemen. Gelet op wat hierboven over de rechtstreekse toepasselijkheid van verordeningen is gezegd,

(1) Zie in die zin considerans (13) van de ontwerpverordening van het Europees Parlement en de Raad inzake ontbundelde toegang tot het aansluitnet.

moet men er zich toe bepalen naar de verordening te verwijzen en te bepalen dat de betrokken exploitanten deze moeten naleven als voorwaarde voor hun vergunning.

3. Bovendien bepaalt artikel 1, lid 4, van de ontwerpverordening :

"Deze verordening laat de rechten van de lidstaten onverlet om, overeenkomstig het communautaire recht, maatregelen te handhaven of in te voeren die uitgebreidere voorschriften bevatten dan die welke in deze verordening voorkomen en/of buiten het toepassingsgebied van deze verordening vallen, onder meer ten aanzien van andere soorten toegang tot lokale infrastructuur."

Verschillende bepalingen van het ontwerp betreffende de verplichtingen van de betrokken exploitanten wijken sterk af van wat in de verordening wordt bepaald. Er dient te worden onderzocht of die bepalingen als uitgebreidere voorschriften omtrent de maatregelen van de verordening bedoeld zijn, of ze de werkingssfeer van de verordening te buiten gaan, dan wel of ze integendeel voor de exploitanten verplichtingen bevatten die niet verenigbaar zijn met die in de verordening.

Terwijl artikel 2, d), van de Europese ontwerpverordening de "ontbundelde toegang tot het aansluitnet" omschrijft als :

"volledig ontbundelde toegang tot het aansluitnet en gedeelde toegang tot het aansluitnet;"

.../...

wordt datzelfde begrip in het ontworpen artikel 1, 12°, van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 als volgt omschreven :

"een bijzondere toegang die de vorm kan aannemen van volledig ontbundelde toegang tot het aansluitnetwerk, gedeelde toegang tot het aansluitnetwerk of toegang tot een binair debiet;".

De laatste definitie verschilt dus op twee punten : aan de ene kant wordt ontbundelde toegang tot het aansluitnet daarin als een vorm van bijzondere toegang aangemerkt en aan de andere kant wordt in dezelfde definitie als mogelijke vorm van ontbundelde toegang ook "toegang tot een binair debiet" genoemd.

In het bij de adviesaanvraag gevoegde advies van het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie over het onderhavige ontwerp wordt de "bijzondere toegang" als volgt gewettigd :

"Zoals het BIPT voorgesteld heeft, wordt thans voorzien dat ontbundeling van het aansluitnet een vorm is van bijzondere toegang. Deze vermelding is noodzakelijk in het licht van de bevoegdheid van de Kamer.".

Volgens de Europese Commissie is ontbundelde toegang tot het aansluitnet, wanneer die de vorm aanneemt van een volledig ontbundelde toegang tot het aansluitnet, echter geen "bijzondere toegang" in de zin van richtlijn 98/10/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 februari 1998 inzake de toepassing van Open Network Provision (ONP) op spraaktelefonie en inzake de universele

.../...

telecommunicatiedienst in een door concurrentie gekenmerkt klimaat (1).

Bij de toegang tot een binair debiet rijst de vraag of dit soort toegang, in de zin van de verordening, moet worden beschouwd als een vorm van "volledig ontbundelde toegang tot het aansluitnet", als een vorm van "gedeelde toegang tot het aansluitnet" of als een vorm van toegang tot het aansluitnet die niet in de verordening wordt vermeld.

Op dat punt zijn de regelingen van de Europese instellingen niet erg duidelijk.

In de aanhef of het dispositief van de ontwerp-verordening wordt "toegang tot een binair debiet" immers niet vermeld als een vorm van toegang tot het aansluitnet.

In mededeling 2000/C272/10 van de Commissie worden echter drie "vormen van toegang tot het aansluitnet" onderscheiden, namelijk "volledige ontbundeling van het aansluitnet", "gedeeld gebruik van de koperlijn" en "snelle bitstreamtoegang" (2).

-
- (1) Mededeling (2000/C 272/10) van de Commissie - Ontbundelde toegang tot het aansluitnet : de voorwaarden scheppen voor een volledig gamma elektronische communicatiediensten waaronder breedbandmultimediadiensten en snelle internetdiensten, PB.C 272/60 van 23 september 2000.
- (2) Volgens de gemachtigde ambtenaar doelen "snelle bitstreamtoegang" en "toegang tot een binair debiet" op dezelfde soort toegang.

.../...

In verband met deze laatste vorm van toegang wordt in de voornoemde mededeling het volgende gepreciseerd :

"Bij deze vorm van toegang wordt het koperpaar in het aansluitnet eigenlijk niet ontbundeld [maar kan de toegang evenals (in het geval van gedeeld gebruik van de koperlijn) beperkt blijven tot de hogere frequenties van het koperen aansluitnet]".

In bijlage I "Technische analyse van de toegang tot het aansluitnet" bij dezelfde mededeling worden onder titel "1. Mogelijke vormen van ontbundeling van de toegang tot het aansluitnet" vermeld : "Volledige ontbundeling van het aansluitnet" (1.1.), "Gedeelde toegang tot het aansluitnet" (1.2.) en "Snelle bitstreamtoegang" (1.3.).

Over deze laatste vorm van toegang staat in de genoemde bijlage het volgende :

"Bij deze vorm van toegang is er in feite geen sprake van toegang van derden tot het koperpaar in het aansluitnet (...)

(...) een dergelijke dienst (geeft) de gevestigde exploitant (...) controle over de snelheid waarmee snelle toegangsdiensten worden ingevoerd en de geografische regio's waar deze diensten worden uitgerold. De gevestigde exploitant zal niet altijd dezelfde prioriteiten hebben als de nieuwe aanbieders. Dergelijke diensten moeten dan ook worden beschouwd als een aanvulling op de andere vormen van ontbundelde toegang die hierboven zijn beschreven en niet als een vervanging daarvoor."

De laatste beschouwing doet vermoeden dat snelle bitstreamtoegang niet binnen de werkingssfeer van de Europese ontwerpverordening valt, maar "een andere soort

.../...

toegang tot lokale infrastructuren" is, waarvoor de lidstaten overeenkomstig artikel 1, lid 4, van dezelfde ontwerpverordening maatregelen mogen invoeren die uitgebreidere voorschriften bevatten.

De vraag is nog of de toegang tot een binair debiet een "bijzondere toegang" is in de zin van artikel 16 van de voornoemde richtlijn 98/10/EG.

In de voormelde mededeling van de Commissie staat het volgende te lezen :

"Snelle bitstreamdiensten vallen onder artikel 16 van de spraaktelefonierichtlijn ..." (1).

Dat artikel 16, lid 4, bepaalt :

"De nationale regelgevende instanties mogen te allen tijde op eigen initiatief maatregelen nemen als zulks gerechtvaardigd is om daadwerkelijke mededinging en/of interoperabiliteit van diensten te waarborgen (...)"

(1) Zie ook artikel 1, lid 3, van aanbeveling 2000/417/EG van de Commissie van 25 mei 2000 inzake ontbundelde toegang tot het aansluitnet: de voorwaarden scheppen voor de concurrerende levering van een volledig gamma elektronische communicatiediensten waaronder breedband-multimediadiensten en snelle Internet-diensten.

In het interne recht komt de bijzondere toegang aan bod in artikel 109ter, § 3, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, krachtens hetwelk een organisatie met een sterke positie op de markt voor vaste openbare telefoonnetten verplicht is op niet-discriminerende wijze te antwoorden op alle redelijke verzoeken om "aansluiting, met name de toegang tot de andere punten dan de aansluitpunten die aan de meerderheid van de eindgebruikers worden aangeboden". Daarenboven bepaalt artikel 106, § 1, eerste lid, 4°, van dezelfde wet dat organisaties met een sterke positie op de betrokken markt verplicht zijn om het principe van kosten-oriëntering na te leven wat de bijzondere toegang betreft. Artikel 92bis, § 1, tweede lid, n), ten slotte, machtigt de Koning om bij het bepalen van de voorwaarden voor een vergunning voor de exploitatie van openbare telecommunicatienetten "voorwaarden (vast te stellen) die erop gericht zijn een concurrentievervalsing te voorkomen, en met name de maatregelen die de garantie kunnen bieden dat de tarieven niet-discriminerend zijn en niet tot concurrentievervalsing leiden".

Uit de bovenstaande beschouwingen blijkt dat de Koning, overeenkomstig artikel 16, lid 4, van de genoemde richtlijn 98/10/EG, overeenkomstig artikel 1, lid 4, van de ontwerpverordening en ingevolge artikel 92bis van de wet van 21 maart 1991, gemachtigd is om bijzondere verplichtingen vast te stellen voor organisaties met een sterke positie op de markt van de vaste openbare telefoonnetten, op het stuk van de "toegang tot een binair debiet".

.../...

Aangezien evenwel de toegang tot een binair debiet niet beschouwd kan worden als een "ontbundelde toegang tot het aansluitnet" in de zin van de ontwerpverordening, behoren die verplichtingen afzonderlijk te worden opgelegd.

Het besluit is dan ook dat alle verwarring tussen rechtstreeks toepasselijke Europese rechtsregels en rechtsregels die uitgevaardigd worden door lidstaten met het oog op de omzetting van richtlijnen, die per definitie niet rechtstreeks van toepassing zijn, voorkomen moet worden.

4. Met uitzondering van de definitie van toegang tot een binair debiet, zijn de definities die artikel 1 van het ontwerp wil invoegen in artikel 1 van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 een overname of parafrase van de definities van de ontwerpverordening. Ze moeten dus vervallen.

Dat geldt ook voor de ontworpen artikelen 6bis (1) en 6ter. Die bepalingen moeten vervangen worden door

-
- (1) Wat paragraaf 2 van dit artikel 6bis betreft, die betrekking heeft op de voorwaarden waaraan het referentieaanbod moet voldoen, duiken er enkele kleinere verschillen op ten opzichte van de bijlage bij de ontwerpverordening tot vaststelling van de "minimumlijst van punten die moeten worden opgenomen in een referentieaanbod voor ontbundelde toegang tot het aansluitnet, dat door aangemelde exploitanten moet worden gepubliceerd". Volgens de gemachtigde ambtenaar gaat het om uitgebreidere voorschriften in het kader van de maatregelen die de lidstaten mogen nemen krachtens artikel 1, lid 4, van de ontwerpverordening. Het is de Raad van State evenwel zo goed als niet duidelijk in welk opzicht het bij de verschillen tussen de regelingen werkelijk om uitgebreidere voorschriften gaat.

enerzijds een bepaling waarin gesteld wordt dat nakoming van de verplichtingen in de Europese verordening een voorwaarde is wil een exploitant die beschouwd wordt als een exploitant met een sterke positie op de markt van de vaste openbare telefoonnetten een vergunning krijgen, en anderzijds door een bepaling waarin staat dat dezelfde exploitant in het referentieaanbod dat hij overeenkomstig de Europese verordening publiceert, ook een aanbod moet doen voor de "toegang tot een binair debiet" en ieder redelijk verzoek van andere exploitanten om "toegang tot een binair debiet" te krijgen, moet inwilligen.

Wat artikel 6quater betreft is de eerste zin overbodig, aangezien de verplichting om tarieven te publiceren reeds in de inhoud van het referentieaanbod staat en de regel dat, wat de "toegang tot een binair debiet" betreft, de tarieven op basis van de kosten moeten worden vastgesteld, reeds vervat is in het genoemde artikel 106, § 1, eerste lid, 4°, van de wet van 21 maart 1991. Ook de tweede zin moet, om redenen die hierna zullen worden uiteengezet, vervallen. Alleen de laatste zin, die werkelijk een uitgebreidere maatregel bevat dan de ontworpen Europese verordening, zonder daarmee in strijd te zijn, kan blijven staan.

Deze zin zou dan als volgt gesteld moeten worden :
"In de prijzen worden de kosten van het bestaande netwerk en de kosten gemaakt om ontbundeling nodig te maken, verwerkt.".

.../...

5. Artikel 4 van de ontworpen Europese verordening voorziet in "toezicht door de nationale regelgevende instanties" op de naleving door de exploitanten van hun verplichtingen.

De nationale regelgevende instantie wordt aldus gemachtigd om :

- veranderingen voor te schrijven in het referentieaanbod van de exploitant (artikel 4, lid 2, a), van de ontwerpverordening);
- de exploitant te verplichten om informatie te verstrekken die van belang is voor de uitvoering van de verordening (artikel 4, lid 2, b), van de ontwerpverordening);
- indien dit gerechtvaardigd is, op eigen initiatief op te treden om non-discriminatie, eerlijke concurrentie, economische doeltreffendheid en een maximaal nut voor de gebruikers te waarborgen (artikel 4, lid 3, van de ontwerpverordening);
- te ontslaan van de verplichting dat de tarieven van de ontbundelde toegang tot het aansluitnet en bijbehorende faciliteiten op basis van de kosten worden vastgesteld (artikel 4, lid 4, van de ontwerpverordening).

De ontwerpverordening bepaalt niet wat begrepen moet worden onder "nationale regelgevende instantie".

.../...

Het staat dus aan iedere lidstaat te bepalen welke overheid gemachtigd zal worden om de in de verordening bepaalde maatregelen te nemen.

De taak die betrekking heeft op de wijzigingen die aangebracht moeten worden in het referentieaanbod wordt bij de ontworpen artikelen 6quaterdecies en volgende toevertrouwd aan het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie (1).

Om soortgelijke redenen als die welke zijn aangevoerd in advies 30.700/4 ten aanzien van artikel 5 van het ontwerp van koninklijk besluit tot vaststelling van het bestek en van de procedure tot toekenning van vergunningen voor de mobiele telecommunicatiesystemen van de derde generatie, levert noch artikel 92bis van de wet van 21 maart 1991, noch enige andere bepaling van die wet afdoende rechtsgrond op om aan het Instituut andere taken op te dragen dan die welke hieraan zijn toegewezen bij de wet.

Dat geldt ook voor het optreden op eigen initiatief om "non-discriminatie, eerlijke concurrentie, economische doeltreffendheid en een maximaal nut voor de gebruikers te waarborgen" (artikel 4, lid 3, van de ontwerpverordening). Het staat aan de wetgever om te bepalen welke overheid bevoegd is om "op te treden" en om de nadere regelen voor dat "optreden" vast te stellen.

(1) Zie ook de bijzondere opmerking over het ontworpen artikel 6duodecies

Het opvragen van relevante informatie bij de exploitanten voor de uitvoering van artikel 4, 2, b), van de ontworpen Europese verordening is, krachtens de artikelen 75, § 3, en 79bis, § 1, van de wet van 21 maart 1991 een taak van het Instituut.

Wat ten slotte de maatregel betreft die erin bestaat dat de verplichting om de tarieven vast te stellen op basis van kostenoriëntering wordt opgeheven, bepaalt het ontworpen artikel 6quater van het koninklijk besluit van 22 juni 1998 dat het Instituut die verplichting kan opheffen als de lokale-toegangsmarkt voldoende concurrerend is.

In dat verband behoort te worden opgemerkt dat, wat de gedeelde toegang tot het aansluitnet en de toegang tot een binair debiet betreft, wat vormen van bijzondere toegang zijn, de verplichting van organisaties die beschouwd worden als organisaties met een sterke marktpositie om het beginsel van kostenoriëntering na te leven, opgelegd is in artikel 106, § 1, eerste lid, 4°, van de wet. De Koning kan bijgevolg die verplichting niet opheffen.

Bovendien kan de bevoegdheid om de verplichting inzake kostenoriëntering op te heffen, niet aan een instelling van openbaar nut worden toevertrouwd, aangezien het om een verplichting gaat die van reglementaire aard is.

6. Aangezien de volledig ontbundelde toegang tot het aansluitnet geen "bijzondere toegang" is, en om de toepassing van de ontworpen Europese verordening in het

.../...

interne recht mogelijk te maken, terwijl artikel 4, lid 4, van die verordening het volgende bepaalt :

"Voor geschillen tussen ondernemingen in verband met kwesties die onder deze verordening vallen, gelden de overeenkomstig Richtlijn 97/33/EG vastgestelde nationale procedures voor geschillenbeslechting; ze worden op snelle, billijke en transparante wijze behandeld.",

moet de wetgever de huidige bevoegdheden van de Kamer voor interconnectie, huurlijnen, bijzondere toegang en gedeeld gebruik, en de werkwijze daarvan, in het interne recht aanpassen.

7. De ontworpen artikelen 6quinquies, § 3, 6octies tot 6terdecies zijn grotendeels gebaseerd op de voorschriften van het koninklijk besluit van 20 april 1999 tot vaststelling van de termijnen en de algemene principes van toepassing op de commerciële onderhandelingen die worden gevoerd om interconnectie-overeenkomsten te sluiten en tot vaststelling van de nadere regels voor publicatie van het referentie-interconnectie-aanbod en tot vaststelling van de voorwaarden die geregeld moeten worden in de interconnectie-overeenkomst.

Het ontwerp verzuimt echter te waken over de samenhang tussen deze bijzondere regels en de regels bepaald bij het koninklijk besluit van 4 oktober 1999 houdende de werking van en de procedure voor de Kamer voor

.../...

Interconnectie, huurlijnen, bijzondere toegang en gedeeld gebruik (1).

Opdat er een perfecte samenhang zal zijn tussen de algemene procedureregels, die van toepassing zijn op iedere procedure vóór de Kamer, en de regels die specifiek gelden voor bepaalde geschillen, zou het beter zijn alle bepalingen over de procedure in eenzelfde besluit samen te brengen.

Er behoort op zijn minst gepreciseerd te worden in hoeverre de steller van het ontwerp de bijzondere regels wil laten afwijken van de algemene regels. De bijzondere bepalingen waarin het onderhavige ontwerp voorziet regelen immers niet alle aspecten van de procedure. Ze regelen bijvoorbeeld niet het onderzoek van de ontvankelijkheid van het verzoek, de termijn waarbinnen de Kamer haar beslissing moet nemen, het horen van getuigen of de aanwijzing van experts, noch de kwestie van de proceskosten.

Ook al kan er zeker van worden uitgegaan dat al wat niet geregeld wordt in het onderhavige ontwerp, geregeld is bij het genoemde koninklijk besluit van 20 april 1999, op te merken valt dat sommige regels van het genoemde koninklijk besluit van 4 oktober 1999 kennelijk niet aangepast zijn aan de geschillen die aan bod komen in het voorliggende ontwerp. Dat is bijvoorbeeld het geval met de termijn van zes maanden

(1) Een soortgelijke opmerking is trouwens gemaakt aangaande het koninklijk besluit van 20 april 1999 dat zich destijds in een ontwerpfase bevond (Advies L. 28.069/4, voorafgaande opmerking nr. 2, B.S. 21 juli 1999, blz. 27698).

waarin artikel 5 van het koninklijk besluit van 4 oktober 1999 voorziet; deze termijn is kennelijk niet adequaat voor een verzoek tot het verkrijgen van een verlenging van de termijn om te onderhandelen over een akkoord.

Het ontwerp moet grondig worden herzien om rekening te houden met deze algemene opmerkingen.

*
* *

Gezien de bovenstaande algemene opmerkingen heeft de afdeling wetgeving zich bepaald tot de enige bijzondere opmerking die hierna volgt.

Ontworpen artikel 6duodecies

Dit artikel heeft het de ene keer over het optreden van de Kamer, de andere keer over het optreden van het Instituut. Aangezien het gaat om het geval dat de partijen niet tot een akkoord komen, lijkt hier alleen sprake te hoeven zijn van de Kamer. Het is immers de Kamer die, op grond van het aanbod voor toegang gedaan door de partij aan wie het verzoek aanvankelijk is gericht, kan optreden om een akkoord onder de partijen te bereiken.

Er moet bijgevolg klaarheid worden gebracht in de ontworpen bepaling om alle verwarring omtrent de respectieve taken van de Kamer en het Instituut te voorkomen.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

P. LIENARDY,

conseiller d'Etat, président,
staatsraad, voorzitter,

P. QUERTAINMONT,
P. VANDERNOOT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J.-M. FAVRESSE,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté
par M. L. DETROUX, auditeur. La
note du Bureau de coordination
a été rédigée et exposée par
Mme A.-F. BOLLY, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. L. DETROUX auditeur.
De nota van het Coördinatiebureau
werd opgesteld en toegelicht door
Mevr. A.-F. BOLLY, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise
a été vérifiée sous le contrôle
de M. P. LIENARDY.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. P. LIENARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

P. LIENARDY